



→ « La modération helvétique
nous a réussi jusqu'ici.
Continuons ainsi! »

Pas d'obligation nationale de certificat covid au travail, s'il vous plaît!

29.10.2021

D'un coup d'oeil

L'Italie et l'Autriche ouvrent une brèche: seuls les employés possédant un certificat covid peuvent se présenter au travail. La Suisse devrait-elle suivre ce modèle? Non. Une telle démarche serait atypique pour notre pays et ne s'imposerait pas du point de vue épidémiologique, d'autant que d'autres mesures moins restrictives existent.

Je refuse la nécessité d'une obligation généralisée du certificat covid au travail pour trois raisons.

D'abord, une telle obligation ne s'impose pas d'un point de vue épidémiologique. De nombreux employés occupent seul un bureau, sont dans l'habitacle d'une voiture ou d'un camion, peuvent garder une distance suffisante dans la halle de fabrication ou travaillent à l'extérieur. S'ils prennent les transports publics – où le port du masque est obligatoire – pour se rendre au travail, le risque d'infection (pour autrui) est faible.

Ensuite, les entreprises ont déjà la possibilité de consulter leurs employés et de décider sur cette base s'il faut introduire une obligation de certificat. Les exemples montrent qu'elles sont dans l'ensemble réticentes à imposer cette mesure et misent autant que possible sur des tests réguliers, qui sont toujours pris en charge par la Confédération.

Enfin, une obligation généralisée ne correspond pas à nos mœurs helvétiques. Beaucoup de gens ne veulent pas être vaccinés. C'est un fait et il faut l'accepter, même si l'on n'en comprend pas vraiment les raisons. L'obligation du certificat ne ferait que durcir encore les fronts. Au lieu de les marginaliser, la majorité vaccinée serait bien avisée de se montrer tolérante à l'égard de ceux qui refusent la vaccination. En ce sens, l'obligation du passeport sanitaire dans les restaurants ou les fitness, par exemple, n'est pas sans poser problème. Elle devrait être supprimée dès que la situation épidémiologique le permettra.

En bref, la Suisse n'a – de loin – pas repris telles quelles toutes les mesures instaurées par d'autres pays. Elle est intervenue de manière plus prudente dans la liberté personnelle et économique. Jusqu'ici, cela nous a bien servi, alors continuons ainsi!



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction